

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Situation et débats politiques (France) > **Introduction de Claude Debons à la réunion nationale des 9 et 10 décembre**

Candidature unitaire

Introduction de Claude Debons à la réunion nationale des 9 et 10 décembre

lundi 11 décembre 2006, par [DEBONS Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 9 décembre 2006).

Alternative à gauche 2007 Réunion nationale des 9-10 décembre 2006.

Notre réunion est particulièrement importante. Il s'agit de conclure un accord politique global devant nous permettre d'aller ensemble à la bataille électorale pour les élections présidentielles et législatives. Nous avons déjà adopté un texte « Ambition-stratégie » et un socle programmatique de 125 propositions « Ce que nous voulons ». Nous avons commencé à apparaître publiquement avec la diffusion d'un 4 pages à 2 millions d'exemplaires et la tenue de nombreuses réunions-débat. La réussite de ces réunions et le succès des grands meetings ont montré l'espoir et l'attente que nous avons suscité.

Aujourd'hui, nous devons compléter notre dispositif par la recherche d'un accord sur une candidature la mieux à même de porter l'unité de notre diversité. Soyons lucides : c'est de cet accord sur une candidature que dépend la réussite ou l'échec de notre rassemblement. Nous avons le devoir de réussir pour répondre aux espoirs suscités et plus encore pour offrir un débouché politique crédible à un peuple qui a dit avec force son refus des politiques néo-libérales et son aspiration à une politique de transformation sociale répondant à ses attentes.

C'est d'autant plus important qu'après la politique de démantèlement social menée par Raffarin et Villepin, c'est une véritable contre-révolution conservatrice, ultra-libérale et autoritaire qui menace avec Sarkozy. C'est d'autant plus nécessaire que l'orientation actuelle de la direction du Parti Socialiste et de sa candidate Ségolène Royal, prépare de nouvelles déceptions lourdes de menaces quant à leurs conséquences politiques. N'oublions pas que Le Pen et le FN sont en embuscade, prêts à récupérer l'exaspération et la désespérance sociale.

C'est pourquoi il est urgent à la fois de battre la droite et l'extrême droite et d'ouvrir une autre voie à gauche.

Nos ambitions sont grandes ; elles sont rappelées dans notre texte « Ambition-stratégie » : Apporter des solutions durables aux grands problèmes de notre société, répondre aux besoins et aux aspirations populaires. Donc créer les conditions d'une nouvelle majorité à gauche pour mettre en œuvre une telle politique. Donc, construire une démarche à vocation majoritaire et non de simple protestation ou témoignage. Donc, changer la donne à gauche, y battre les orientations social-libérale pour faire prévaloir une politique de rupture avec les politiques néo-libérales, Donc, rassembler les forces anti-libérales et créer une dynamique populaire autour de candidatures communes. Mais, si nous ne parvenons pas à révolutionner la gauche, appel à battre la droite mais refus de participer à un gouvernement et une majorité dominées par le social-libéralisme.

Notre socle programmatique constitue un ensemble cohérent pour une alternative aux politiques

néo-libérales : Donner la priorité la satisfaction des besoins sociaux, viser l'objectif d'égalité des droits pour toutes et tous, oser un nouveau partage des richesses remettant en cause la logique d'accumulation des profits capitalistes, faire de la démocratie - politique, économique, sociale, participative - un levier essentiel de notre stratégie de transformation sociale. mettre en œuvre un nouveau type de développement respectueux de l'environnement et de l'avenir de la planète réorienter la construction européenne, affirmer l'indépendance vis-à-vis de la politique agressive des Etats-Unis, développer de nouvelles relations avec les pays du Sud, agir pour la paix dans le Monde.-

Ce rapide rappel montre le chemin parcouru ensemble et l'ampleur des accords que nous avons su bâtir malgré nos différences de départ. Il nous appartient aujourd'hui de compléter cette construction par le choix de notre candidature.

Le texte « Ambition-stratégie » pose les bases d'un accord sur la conception de cette candidature. Je cite :

« Notre campagne devra échapper à la dérive présidentiale encouragée par les institutions, d'où l'importance du groupe de porte-parole que nous mettrons en place sur la base de l'accord unitaire conclu, de sa conception, de son rôle et de son travail collectif. Nous lions présidentielle et législatives en une même campagne et démultiplions ainsi les porte-parole. Pour la présidentielle, notre choix collectif se fera, en fonction de notre projet, de notre stratégie, de nos perspectives. Par son profil, notre candidature symbolisera l'unité de notre rassemblement, portera le programme décidé en commun et partagera nos perspectives de rassemblement durable. Il ou elle s'inscrira dans un cadre de travail collectif pour la conduite de la campagne au même titre que l'ensemble du groupe des porte-parole, évitant ainsi une conduite présidentiale. »

Sur la méthode, il ajoute :

« Il paraît difficile de vouloir trancher cette question par un vote pour départager plusieurs candidats (quel corps électoral ? constitué comment ?). La concurrence et la confrontation poussées au bout nous feraient courir le risque de fractures difficilement réparables. Il faut débattre pour se convaincre et chercher à bâtir un double consensus : au sein des collectifs et entre les organisations pour choisir celle ou celui qui incarnera sur le bulletin de vote notre rassemblement. Le choix de notre candidature (au sein d'une équipe pluraliste de porte-parole) interviendra à l'automne en lien avec l'accord unitaire sur le programme, la stratégie, le rassemblement durable ».

Le texte « Méthode de discussion de la candidature » précise les conditions de la discussion. Je cite :

« Tout préalable pour quiconque ou contre quiconque est à rejeter car il signifierait évidemment une exclusion de fait, or nous cherchons à rassembler toute la gauche antilibérale ce qui suppose de ne pas commencer par en exclure une partie. L'éviction a priori condamnerait notre démarche ; tout doit partir de la conviction Notre discussion doit donc se développer au positif. (...) L'idée est de chercher ensemble la meilleure solution. (...) L'objectif est de dégager un double consensus. Ce « double consensus » s'appuie donc sur une double légitimité que l'on ne peut opposer sous peine d'échec : celle des collectifs et celle des mouvements politiques. _ C'est une démarche inédite à « bâtir ». Cet objectif ne sera que le résultat d'un travail collectif. Double consensus ne signifie évidemment pas la nécessité d'être tous d'accord sur le même nom dans un premier temps, mais rechercher par la conviction l'accord le plus large possible. Il s'agit en réalité de trouver le point d'équilibre de notre démarche. Un équilibre qui sera capable de rassembler le plus et de ne faire fuir personne ».

Je voudrais préciser cette notion de consensus que nous utilisons depuis le début de notre démarche : c'est rechercher l'accord le plus partagé permettant de progresser ensemble. Prenons

l'exemple de l'élaboration du programme. Nous avons en permanence cherché à trouver les terrains d'entente et quand surgissaient des points de désaccords nous n'avons jamais choisi de les trancher en appliquant un point de vue majoritaire mais en recherchant un compromis. L'exemple du nucléaire est éclairant : que serait devenu notre rassemblement si nous avions choisi de trancher dans un sens ou dans un autre au lieu de choisir consensuellement la solution du référendum ? S'agissant d'une question sensible, un tel choix aurait inmanquablement conduit à l'éclatement de notre rassemblement. Nous ne sommes pas une organisation où la base d'adhésion à des valeurs communes et à un corpus idéologique commun fort permettent d'accepter la loi majoritaire. Nous sommes un rassemblement pluraliste qui ne peut fonctionner durablement que si tous les points de vue sont pris en compte dans la recherche d'un accord. La question des candidatures doit être abordée avec le même esprit de responsabilité et avec la même volonté de continuer ensemble.

Ce même texte « Méthode de discussion » insistait :

« Comme les collectifs l'ont fait pour la stratégie ou le programme, la question des candidatures doit avoir lieu lors de réunions véritablement populaires et unitaires. (...) Ce débat doit donc déborder du cercle militant. Pour toutes ces raisons, il nous apparaît nécessaire que les collectifs s'adressent à tous les courants et sensibilités susceptibles de se joindre au rassemblement que nous sommes en train de construire. ».

Le texte « Discussion des candidatures « phase 2 » précisait :

« Naturellement, la participation aux décisions de notre rassemblement doit avoir valeur d'engagement en faveur de ceux-ci : il serait choquant de voir des personnes ne se déplacer que pour émettre un choix et disparaître aussitôt comme on pourrait le voir dans un parti de « supporters ». Il est évidemment préférable que ceux qui participent aux choix aient eu l'occasion de participer à la discussion sur les candidatures ».

Le texte « Méthode de discussion des candidatures » précise les critères à mettre en regard des profils des candidats pour déterminer la meilleure adéquation.

Capacité à rassembler l'unité la plus large possible de l'ensemble des composantes politiques, associatives, syndicales, citoyennes qui ont contribué à la victoire du non au référendum et ainsi contribuer à entraîner le maximum d'adhésions à notre démarche jusqu'aux urnes. Ce qui implique également de rendre particulièrement « lisible » le passage du social au politique. Capacité à faire vivre notre unité dans sa diversité. Capacité à s'inscrire dans le cadre du travail collectif Capacité à respecter la stratégie et du programme. Capacité à porter notre campagne. Capacité à préserver notre avenir commun.

Le texte « Discussion candidatures phase 2 » précisait les conditions de restitution des débats des collectifs. En insistant sur les arguments et les considérants échangés qui ont conduit à un choix consensuel ou à des points de vue divergents. Cette dimension « qualitative » est importante pour pouvoir, au niveau du collectif national, bien mesurer et synthétiser la discussion menée dans chaque collectif. En cas de désaccord, s'agissant de la mesure « quantitative » des points de vues en présence, le collectif national ne s'était pas mis d'accord sur une proposition commune de méthode et avait renvoyé aux collectifs le choix entre deux méthodes : vote pur et simple choix préférentiel

Le texte précisait : « Au niveau national, il n'y aura pas d'addition « quantitative » des choix exprimés. L'exercice serait sans signification puisque tout le monde ne procédera pas par vote et de plus aucun « corps électoral » incontestable ne peut être stabilisé. Nous ne sommes donc pas dans un système de « primaires ». Ce qui est important c'est l'expression des choix, des arguments, des considérants, pour mesurer les opinions ».

Le débat à mener au sein des collectifs et entre les organisations était donc exigeant. Il s'agissait bien de mener une discussion approfondi et d'y consacrer le temps nécessaire. De nombreuses fiches de synthèse des collectifs témoignent que cette exigence a été prise en compte par de nombreux collectifs. Pas par tous, hélas.

Les procès-verbaux de 569 collectifs ont pu être dépouillés. Environ 16100 personnes ont participé à ces réunions mais tous n'ont pas émis un vote. Les réunions rassemblaient des effectifs allant de 4 à 264 participants, c'est dire leur grande variété. Les collectifs n'ont pas tous adoptés la même procédure de vote. 103 collectifs ont émis un vœu unique sur la base de la majorité, du consensus, voire de l'unanimité, 196 collectifs ont procédé à un classement complet ou partiel des candidats 97 collectifs ont procédé à des choix, chaque participant indiquant quel choix ils retiendraient au cas où sa première proposition ne serait pas retenue. 155 collectifs ont choisi une méthode de comptage par points affectés aux candidats en fonction de leur classement.

Le texte synthèse des PV des collectifs va vous être diffusé. Submergés par le volume de travail, nous n'avons pu mettre en ligne cette synthèse qu'hier au soir. Les résultats plus précis, accompagnés des commentaires politiques indispensables, vous seront fournis par l'intervention de membres de la commission de dépouillement, car il y a en notre sein des lectures différentes des mêmes chiffres. Elles vous seront exposées dans un instant.

Les organisations et sensibilités politiques ont également discutées entre elles dans le cadre du double consensus.

Pour la délégation du PCF, les résultats des débats des collectifs sont un fait nouveau essentiel qui fait apparaître le choix de MGB comme le plus partagé et marque une volonté unitaire et constructive d'aboutir ensemble. Il faut partir de cette volonté et de cette candidature la plus portée par les collectifs pour travailler à lever les obstacles à un accord. S'appuyant sur les propositions formulées par MGB, le PCF propose qu'autour de cette candidature soit construite une architecture rendant visible cette union.

Les autres délégations ont réaffirmé leur attachement à la procédure du double consensus garante du respect de notre diversité et rappelé leur conviction que le choix d'un dirigeant de premier plan d'un parti politique n'était pas en mesure de représenter notre rassemblement dans sa diversité et conduirait au rétrécissement de nos possibilités d'élargissement. Plusieurs ont souligné que ne pas respecter notre diversité et piétiner le consensus condamnerait à mort notre rassemblement. Certaines ont fait des propositions de construction autour d'un candidat trait d'union de nos diversités, autour de la recherche d'autres candidatures ou d'autres procédures. Tous ont réaffirmé leur volonté de rechercher jusqu'au bout les possibilités d'un accord.

Je vous invite à vous reporter au document qui compile les expressions des uns et des autres. Tous interviendront ici pour expliciter leur point de vue.

En tout état de cause, sur le point particulier du nom devant figurer sur le bulletin de vote, aucun accord n'a pu être dégagé.

La discussion doit donc se poursuivre à partir du socle qui fait accord entre nous pour essayer de dépasser le blocage actuel sur la candidature.

Dans diverses contributions ou dans les discussions du collectifs national l'architecture de campagne possible s'est précisée : Nous voulons subvertir la 5° République et afficher notre volonté d'une 6° République en évitant la personnalisation et la présidentialisation de notre campagne D'où l'idée d'une « candidature collective » de nos personnalités les plus emblématiques au sein d'un groupe de

porte-parole représentant toutes les sensibilités de notre rassemblement, D'où l'importance accordée au programme autour duquel nous voulons rassembler et non autour d'une personnalité providentielle, D'où la conception d'une visibilité de toutes et tous dans les initiatives publiques, les matériels de campagne, les meetings, les médias, etc. D'où un conseil de campagne présidé ou co-présidé par une ou deux personnalités de premier plan de notre rassemblement et incluant des personnalités concrétisant notre volonté d'élargissement vers différents milieux : syndicaux, associatifs, culturels, etc . D'accord aussi : pour la transformation des collectifs locaux en véritables collectifs de campagne. pour une initiative forte de lancement collectif de notre campagne. Avec la volonté de coupler présidentielle et législative pour démultiplier les porte-parole de notre démarche.

Maintenant il faut poser la dernière pierre. Essayons d'éviter qu'elle ne nous tombe sur les pieds. Car soyons-en convaincus : ou nous gagnons ensemble, ou nous serons tous perdants.

J'appelle chacune et chacun à mener cette discussion dans un esprit de responsabilité et de respect mutuel. Nous sommes ici pour bâtir ensemble.